

COVID et politique de santé : un changement de direction s'impose

Dans presque tous les pays du monde, la pandémie du Coronavirus SARS CoV 2 a démontré de très importantes insuffisances dans les systèmes nationaux de santé.

Hors la Nouvelle-Zélande, seuls quelques pays d'Asie qui avaient été exposés de façon importante au risque épidémique du SARS CoV 1, cousin du virus causant la COVID en 2003 et ayant depuis poursuivi une politique de préparation intense aux pandémies dans un contexte général de développement sanitaire soutenu, ont su échapper à l'impact dramatique que nous avons connu en Europe. Il faut noter que ces pays comme le Vietnam, Singapour et Taiwan ne comptent pas nécessairement parmi les pays le plus aisés.

Il est donc difficile de comprendre comment les riches pays européens, où l'on n'hésite pas depuis des décennies à dépenser des sommes colossales dans la défense et la sécurisation du secteur nucléaire-et ceci bien-entendu toujours au nom de la sécurité des citoyens-aient pu en arriver à un tel stade d'impréparation alors que les alertes se sont multipliées depuis les années 90.

Il y a là plusieurs raisons à approcher de plus près : la plus importante est tout simplement l'abandon des politiques de prévention sanitaire dans leur ensemble. En effet, au

Luxembourg, la presque intégralité du discours de politique de santé est monopolisée par les thèmes de constructions d'hôpitaux lourds et coûteux aux dépens des soins de santé primaires d'une part et par l'expansion des paiements d'actes médicaux onéreux et peu efficaces d'autre part. La prévention des accidents, des maladies cardiovasculaires, du diabète, de l'obésité est revenue à un niveau anecdotique et amoindri en efficacité par des attitudes paternalistes et condescendantes, très loin des approches sociales et communautaires qui ont pourtant historiquement démontré leurs succès. Rappelons ici l'importance de ces pathologies comme facteurs de risque aggravants de la COVID-19.

Il ne faut donc pas s'étonner que faute de compétences et de financement suffisants, la prévention sanitaire s'est affaiblie au point de ne plus pouvoir accommoder la moindre mise-à-jour de la préparation pré-pandémique. En effet, le moment venu, l'absence de noyaux de compétence professionnelles et le peu de familiarité de larges secteurs de la population avec des notions et des attitudes de base en matière de prévention, rendent difficiles une réaction globale et soutenue de la société par rapport à la menace pandémique. Ce déficit structurel de pratiques nationales de prévention et le désintérêt flagrant d'agir sur les déterminants sociaux de la santé a enlevé toute incitation au sein des services de santé en vue d'entamer sérieusement un travail continu de préparation aux événements sanitaires catastrophiques comme la longtemps redoutée pandémie d'infection respiratoires. Les plans recommandés depuis des années par les autorités internationales restent figés dans l'unique perspective de la grippe aviaire.

A ce déficit s'ajoute le cloisonnement de la gouvernance de la politique de santé entre Ministère de la Santé, associations

professionnelles, hôpitaux, où les discussions ne touchent jamais le contenu, mais toujours les financements. Ainsi, aucune planification détaillée quant aux conséquences économiques d'un confinement généralisé, permettant de réorganiser la vie économique et sociale rapidement, n'a songé à être mise en œuvre.

Observons que les seuls secteurs de la défense et du nucléaire déjà désignés ont pu bénéficier d'investissements constants en raison de la présence de complexes militaro-industriel ou industriel nucléaire, les investissements sociaux et organisationnels intéressant peu. A l'exception notable des domaines où se manifeste déjà le complexe médico-industriel, de la production de technologies onéreuses, peu ciblées et souvent inefficaces.

Au vu du coût astronomique de la pandémie, personne n'osera plus mettre en doute le bien-fondé économique d'une approche élargie de médecine préventive. Il devient urgent d'augmenter substantiellement le budget de la prévention vers au moins dix pour cent des dépenses de santé et d'élargir ses porteurs en changeant les formations et les pratiques professionnelles, y compris dans d'autres secteurs économiques que la seule santé.

Et surtout, arrêtons le pillage des ressources de notre planète et la destruction de la biodiversité, intimement liés à l'irruption des nouvelles maladies transmissibles.

Préparons-nous dès à présent aux dures conséquences de la crise climatique comme les inondations diluviennes et les vagues prolongées de chaleur qui n'épargneront personne à l'avenir

Lutte des classes et coronavirus

Le coronavirus ne disparaîtra pas de sitôt. Dans l'avenir proche, les intérêts antagoniques des diverses classes et couches sociales s'affronteront dans la lutte contre les conséquences de la pandémie du Covid-19, que la société subira sur les plans sanitaire, économique, politique et social.

Beaucoup de thèses centrales défendues par la gauche radicale ont été corroborées pendant la crise sanitaire, qu'il s'agisse de la nécessité de rompre avec les politiques néolibérales et austéritaires, de développer les services publics, notamment au niveau de la santé publique, de s'engager résolument sur la voie d'une transition écologique ou encore de réguler l'économie par une intervention publique conséquente. Le principe de faire prévaloir l'intérêt général sur l'intérêt particulier, que la gauche radicale a défendu depuis toujours, a plus que jamais été confirmé pendant la crise engendrée par la pandémie du Covid-19.

Obstacles à la progression de la

gauche radicale

Cependant, à l'heure actuelle, la gauche radicale ne progresse pas de façon substantielle dans la plupart des pays capitalistes hautement développés. Les causes de ses performances politiques modestes sont multiples et se situent tant au niveau subjectif qu'objectif.

La gauche radicale souffre toujours d'un manque de crédibilité dû aux défaites historiques subies au cours de la récente période historique. Ce qui pèse encore plus lourd est le fait, qu'elle n'a pas su développer un programme politique crédible, entraînant l'adhésion de larges secteurs des classes et couches subalternes.

Si les facteurs subjectifs jouent un rôle, les obstacles majeurs à une progression rapide de la gauche radicale se situent cependant au niveau objectif.

Les sociétés des pays capitalistes hautement développés se montrent souvent résilientes aux thèses et principes soutenus par la gauche radicale. La conscience des masses populaires dans ces pays est profondément modelée par le néolibéralisme exerçant une hégémonie idéologique, culturelle et politique depuis plusieurs dizaines d'années.

Lutte des classes d'en haut

Les contre-réformes néolibérales, qui ont abouti à une explosion des inégalités sociales dans tous les pays où elles ont été appliquées, ne sont pas le produit du hasard. Le terrain a été préparé de longue main par une intense guerre des idées, menée par les puissants.

Dans cette guerre idéologique un rôle majeur revient à une multitude de structures de réflexion et de concertation informelles, à l'instar du Council on Foreign Relations (CFR), du groupe Bilderberg, de la Commission trilatérale ou encore de la Société du Mont-Pèlerin[1].

Ce dernier think tank a été conçu comme une véritable machine de guerre idéologique pour contrer tant les expériences socialistes, qui ont vu le jour après la Seconde Guerre mondiale, que les États-providence conquis de haute lutte, à la même époque, par le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes avancés.

La Société du Mont-Pèlerin a été fondée en 1947 par, entre autres, Friedrich Hayek, l'un des principaux opposants de John Maynard Keynes, le grand théoricien du « capitalisme régulé », Karl Popper, Ludwig von Mises et Milton Friedman. Le think tank s'était donné pour mission de rendre largement majoritaire dans la société civile la thèse selon laquelle le système capitaliste est indépassable.

Aux dires des fondateurs de la Société du Mont-Pèlerin :

- la liberté est uniquement possible dans une société de marché ;
- la dignité humaine et l'inégalité ne sont pas contradictoires ;
- le totalitarisme et une politique de redistribution sont complémentaires ;
- les droits humains n'étaient jamais destinés à promouvoir l'égalité sociale.

De nos jours, ces thèses influencent fortement la conscience collective des peuples, y compris celle des classes et couches subalternes. Elles démontrent tout particulièrement leur grande nocivité dans une période spéciale, comme la crise sanitaire actuelle en constitue une. Une lutte efficace contre la pandémie du Covid-19 devrait reposer essentiellement sur une riposte organisée solidairement à partir de la base de la société avec l'appui du monde de la science, dont l'indépendance vis-à-vis des intérêts privés financiers serait assurée, et, subsidiairement, sur l'action d'instances étatiques jouissant d'une large légitimité démocratique. Chaque jour, l'actualité nous informe cependant que nous en sommes loin du compte !

Les solidarités populaires spontanées avec les plus faibles font souvent cruellement défaut. La méfiance envers la gestion de la crise par les États bourgeois, aussi justifiée puisse-t-elle être en maintes occasions, dérive fréquemment vers des hystéries collectives, tantôt de nature complotiste, tantôt de nature hygiéniste.

De telles dérives constituent un terreau propice à la

propagation des idées véhiculées par les droites populistes et extrêmes. Le risque est grand que des solutions simplistes, comme l'appel à un « homme fort », le recours à des méthodes de gouvernement autoritaires et la remise en cause de l'État de droit, trouvent un appui grandissant dans la population.

Appliquer les priorités correctes

Évidemment, la gauche radicale doit être à l'avant-garde du combat contre de telles idées nauséabondes. Pour autant, elle ne peut pas se limiter à défendre l'État de droit de manière abstraite. Sans renoncer en rien à cet important combat démocratique, ni aujourd'hui, ni demain, au cours d'une souhaitable transition sociale et écologique, la gauche radicale doit situer ses priorités politiques sur le terrain de la justice sociale, de la redistribution des richesses et de la défense des plus faibles, en toutes occasions.

En temps de crise engendrée par la pandémie du Covid-19, une telle approche implique le soutien à toutes les précautions individuelles et collectives, qui doivent être adoptées en vue d'enrayer la propagation du virus, ainsi que l'engagement conséquent pour un puissant système de santé publique doté de tous les moyens nécessaires.

De façon générale, la gauche radicale doit adopter une orientation conquérante. Au niveau de son travail dans la société civile, elle doit lutter pour contrecarrer les idéologies bourgeoises prônant la concurrence tous azimuts et elle doit promouvoir, en toutes occasions, des alternatives solidaires, humanistes et inclusives. Un défi majeur à relever

par la gauche radicale consiste à éviter que les classes et couches populaires se divisent le long de frontières artificielles liées à la crise du coronavirus.

Au niveau programmatique, la gauche radicale doit esquisser un projet de société, qui représente une alternative crédible au système capitaliste et productiviste. Cependant, pour obtenir l'appui de larges couches populaires, elle doit développer parallèlement un programme politique à court terme qui coïncide avec les intérêts socio-économiques immédiats de ces dernières.

En procédant ainsi, la gauche radicale fera vivre l'espoir de nouveaux « Jours heureux »[2].

Jean-Laurent Redondo 29/08/2020

[1] Afin d'approfondir le sujet, lire l'article de Thierry Brugvin publié sur le blog d'Attac France le 13/04/2009 « L'influence des lobbies sur la politique internationale » : <https://blogs.attac.org/commission-democratie/situations-non-democratiques/article/linfluence-des-lobbies-sur-la-politique-internationale>

[2] « Les Jours heureux » est le titre du programme d'action à fort contenu social adopté en France par le Conseil national de la Résistance (CNR) le 15 mars 1944.

Häusliche Gewalt: Licht und Dunkelheit nach CORONA

*“Denn die einen sind im Dunkeln
Und die anderen sind im Licht.
Und man sieht nur die im Lichte
Die im Dunkeln sieht man nicht.”*

Bertold Brecht

Dunkles Confinement

In der Zeit der Ausgangsbeschränkungen durch das Confinement hat es keinen Anstieg häuslicher Gewalt gegeben. Das stellte Mitte Juni das Ministerium für Chancengleichheit (*Ministère pour l'Égalité entre les femmes et les hommes*, kurz: MEGA) bei der Vorstellung des Jahresberichtes des *Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence* (kurz: *Comité*) zufrieden fest. Die Staatsanwaltschaft, die Teil des *Comités* ist, meinte: „Et war awer relativ normal! Also, et war business as usual ! “.

44% mehr Polizeieinsätze wegen häuslicher Gewalt in [Frankreich](#), ein nachgewiesener Anstieg der Fälle in [Deutschland](#) und auch überall sonst auf der Welt, aber im Großherzogtum nicht. Das erinnert an Medienartikel, die zu Beginn des Confinements meinten, die Luxemburger würden besser als ihre Nachbarn mit den widrigen Umständen leben können. Schließlich gehört es zum nationalen Selbstbewusstsein, dass über gewisse Dinge nicht gesprochen wird, und dass, wenn nicht über sie gesprochen wird, es sie dann nicht gibt. Trotzdem

machen einen die vorgestellten Zahlen stützig, sowohl was die Zeit des Confinements betrifft, als auch die Zeit davor.

14,88% mehr Polizeieinsätze wegen häuslicher Gewalt in einem Jahr

Denn selbst wenn es keinen CORONA bedingten Anstieg von Gewalt gegeben haben sollte, so stieg doch von 2018 auf 2019 die Zahl der Polizeieinsätze wegen häuslicher Gewalt um 14,88%. In diesem Kontext zählte die Polizei letztes Jahr 849 Einsätze, bei denen die Staatsanwaltschaft 265 Wegweisungen aussprach. Dies bedeutet einen täglichen Durchschnitt von 2,3 Einsätzen und 0,7 Verweisungen. Luxemburg brauchte also gar kein CORONA und kein Confinement um in Sachen häuslicher Gewalt schlecht dazustehen.

Häusliche Gewalt nimmt verschiedene Formen an. Es handelt sich nicht nur um körperliche Gewalt wie Schlagen oder Vergewaltigung, sondern auch um verbale und psychologische Gewalt, wie z.B. Erpressung, Erniedrigung, Kontrollwut, Stalking, bis hin zu Morddrohungen. Ebenso mitinbegriffen ist hier wirtschaftliche Gewalt („*violence économique*“), die dann vorkommt, wenn beispielsweise ein Partner in finanzielle Abhängigkeit gebracht wird, etwa durch das aufgezwungene Verbot ein eigenes Bankkonto zu führen, Geld zu verdienen oder frei über das eigene Einkommen zu verfügen.

Oft verbildlicht als der Mann der seine Frau schlägt, beinhaltet häusliche Gewalt aber auch Gewalt von Frauen gegen Männer. 2019 gab es in Luxembourg 4 Morde, davon 3 Morde im Rahmen häuslicher Gewalt: 2 an Frauen, einen an einem Mann.

Dieses Verhältnis von 2 zu 1 spiegelt sich auch in den anderen Vorfällen.

Wie der Name es schon sagt, beinhaltet häusliche Gewalt aber nicht nur Gewalt zwischen Intimpartnern, sondern jegliche Form von Gewalt zwischen Familienmitgliedern, also auch Gewalt von Eltern gegen Kinder, von Kindern gegen Eltern oder auch Großeltern, oder zwischen Geschwistern.

Licht ins Dunkel bringen: Meldeschwierigkeiten unter CORONA

Häusliche Gewalt wird oft durch eine Meldung von Betroffenen oder Zeugen (Nachbarn, usw.) an die Polizei herangetragen, für gewöhnlich telefonisch. Nach Einschreiten der Polizei wird die Staatsanwaltschaft informiert und kann auf Grund des Gesetzes gegen häusliche Gewalt (*Loi sur la violence domestique, entrée en vigueur le 8 septembre 2003 et modifiée le 1 septembre 2013*) eine Wegweisung anordnen. Diese dauert in der Regel 14 Tage, und kann bis auf 3 Monate verlängert werden. Eine Wegweisung ist eine Schutzmaßnahme und soll dem Opfer Zeit geben sich zu fassen und zu entscheiden, wie es auf das Gewalterlebnis reagieren möchte. Dabei wird es aktiv von Sozialdiensten wie dem *Service d'assistance aux victimes de violence* unterstützt.

Die Betreuung der Opfer von häuslicher Gewalt wurde auch während des Confinements von den verschiedenen Hilfsinstanzen garantiert. Zu Beginn der Krise wurde eine Hotline (2060-1060) ins Leben gerufen, sowie die Internetseite violence.lu geschaffen, um rund um die Uhr Hilfe gewährleisten zu können. Da die Frauenhäuser überfüllt waren, wurden manche Opfer von

häuslicher Gewalt für einige Nächte in Hotelzimmern untergebracht.

Nicht zu bestreiten ist aber, dass es trotz dieser vielfältigen Unterstützung durch verschiedene Institutionen während des Confinements schwerer war Fälle häuslicher Gewalt aufzuspüren. Weil Schulen und sozialen Einrichtungen geschlossen waren, konnten dort Kinder nicht begleitet und Fälle von Gewalt wahrgenommen werden. Wer mit einem gewalttätigen Partner in einer Wohnung isoliert ist, kann nur schwer zum Telefon greifen oder sich kurz entfernen um Hilfe zu rufen. Auch der Zugang zu Ärzten oder sozialen Diensten, deren Außenstellen ja ebenfalls zumindest reduzierte Öffnungszeiten hatten oder ganz auf Distanz arbeiteten, war erschwert. Nicht zu unterschätzen ist zudem, dass Krisenzeiten und die sie begleitenden verstärkten Zukunftssorgen Entscheidungen wie Anzeigen wegen häuslicher Gewalt, auf die dann wohlmöglich ein Prozess, ein Umzug und andere tiefgreifende Folgen kommen, noch schwerer als sonst zu treffen sind. Bei alldem helfen dann auch Sonder-Hotlines nur bedingt.

In Anbetracht dieses verdunkelnden Effekts der Krise wundert es einen weniger, dass während dem Confinements weniger Fälle häuslicher Gewalt gemeldet worden sein sollen. Ganz im Gegenteil: es überrascht einen dann, dass die Zahlen nicht runtergegangen sind. Gleichbleibende Fallzahlen bei deutlich erschwerten Meldebedingungen: Der Schluss liegt nahe, dass die offiziellen Statistiken zwar konstant geblieben sein mögen, die Dunkelziffer aber zugelegt haben muss. So dass die Frage die sich stellt nicht mehr ist, ob die Statistiken lügen, sondern ob genug gemacht wurde um die Dunkelziffern zu beleuchten und den Menschen zu helfen die dahinter verborgen bleiben.

Was tun?

Was tun, wenn die ohnehin schon mangelhaften Mittel und Methoden durch eine unvorhersehbare Krise wie die CORONA-Epidemie weiter unter Druck geraten? Ein Anstieg der Zahlen zu häuslicher Gewalt von +14,88% in einem Jahr weist darauf hin, dass eh schon viel im Argen liegt und viel getan werden muss. Mangel an Kompetenz, oder Mangel an Engagement?

Da es auf der Hand liegt, dass das Problem Gewalt am Telefon melden zu können durch eine zusätzliche Hotline nicht zu lösen ist, habe andere Länder andere Mittel gesucht. So wurden z.B. Meldemöglichkeiten per Codewörtern wie [#masque19](#) in Apotheken geschaffen. Hier scheint das Angebot in Luxemburg noch ausbaufähig.

In Luxemburg wird eher eine Verschärfung des Strafrechts als eine Verstärkung der Präventivmaßnahmen erwogen, was ganz im Geist der Zeit liegt, soziale Dienste durch polizeiliche Dienste, bzw. Für- und Vorsorge durch Repression zu ersetzen. Hier wie auch sonst im bürgerlichen Staat stellt sich die Frage, ob eine stärkere Nachverfolgung mit mehr Strafe wirklich mehr Abschreckung bewirkt, die eine mangelnde Prävention durch soziale Arbeit ersetzen könnte ...

Dass das Zahlenwerk besser erfasst und verwertet werden muss – was auch in anderen Gebieten wie etwa der Armutsbekämpfung der Fall ist – sieht hingegen auch das *Comité* und fordert ein *Observatoire de l'Egalité* um die Datenerhebung zu „professionalisieren“. Ebenso wird gefordert, im Nachhinein zu

untersuchen, wie es denn nun wirklich um die häusliche Gewalt stand während des Confinements. Dies sind sicher beides gute Ideen, denn Probleme werden nur gelöst, wenn sie zuvor erfasst und analysiert werden können. Das ist Brechts Sache mit dem Licht und dem Dunkel, und so ein Ding mit der luxemburgischen Mentalität, die trotz nicht hinnehmbaren Fallzahlen gewöhnlich nicht darunter leidet Gewalt nicht in den Griff zu bekommen, sondern darunter ihre Existenz gar nicht erst wahr- und ernstnehmen zu wollen. Es heißt demnach für die Zivilgesellschaft aufmerksam zu bleiben und zu verfolgen, ob Vorschläge wie die des *Comités* umgesetzt werden oder eher wohlwollend in glorreiche Vergessenheit geraten.

Aber ganz gleich ob es im Confinement tatsächlich nicht mehr häusliche Gewalt gab als sonst: es muss leider unterstrichen werden, dass selbst das was auch so schon erfasst wird deutlich zu viel ist, und dass zu dessen Prävention ganz offensichtlich zu wenig getan wird.

GT Social, Syndicats, Travail 03/07/2020